

# LA BRYQUE DANS LA MARNE

Le bulletin des Socialistes bryards



Mars 2011

EDITO

**Le billet d'humeur... de Johan ANKRI**

*Conseiller municipal et Premier secrétaire de section*

## **La Révolution de la Rose est en marche !**

Chers Bryards,

Nous sommes heureux de vous présenter, pour la quatrième année consécutive, un nouveau numéro de La Bryque dans la Marne. Cette fois encore, nous reviendrons avec vous sur quelques-uns des événements politiques qui, dans notre pays comme dans notre commune, ont marqué l'année 2010 et les premiers mois de l'année 2011, et nous évoquerons ensemble les échéances cruciales qui s'annoncent.

A l'occasion du troisième anniversaire de l'élection de nos quatre élus du groupe Ensemble à Bry au Conseil municipal, nous ferons également le bilan de notre première moitié de mandat au service des Bryards et vous présenterons nos projets.

Bonne lecture !

Les socialistes de Bry

### **6 propositions socialistes pour une autre politique du logement en France !**

1. Agir pour stopper les dérives des prix de l'immobilier et des loyers dans certains secteurs.
2. Construire 150.000 logements sociaux par an et des logements à prix abordables répondant à la diversité des besoins.
3. Faire appliquer immédiatement la loi SRU et imposer 1/3 de logements sociaux dans chaque nouveau projet de construction de plus de 12 logements.
4. Faire un repérage complet de l'ensemble des logements vides et augmenter la taxe sur les logements vacants.
5. Assurer une remontée à plus de 70 % de la collecte du livret A à la Caisse des dépôts pour financer le logement social.
6. Relancer l'accession sociale à la propriété et supprimer l'accès aux prêts à taux zéro pour les plus aisés.

Bien que défait dans les urnes aux élections locales de 2008 et 2010, bien que largement discrédité par l'ampleur des grèves et des manifestations contre la casse des services publics, pour le pouvoir d'achat et contre la « réforme » des retraites de 2008, 2009 et 2010, Nicolas Sarkozy s'obstine à mener la même politique libérale comme si de rien n'était.

**Sur le plan économique et social, le gouvernement se refuse à toute remise en cause de cette idéologie réactionnaire qui a pourtant conduit à la crise financière de 2008 et aux conséquences désastreuses que l'on sait. Rappelons pour mémoire que notre taux de croissance en 2010 était de 1,6% contre 3,6% pour nos voisins allemands, qu'un quart de la population active n'a pas d'emploi et que le nombre de pauvres avoisine désormais les 8 millions. Qui plus est, tous les experts s'accordent à dire que ce qui reste de notre Etat-providence a indiscutablement permis d'atténuer les retombées sociales de la crise, déjà désastreuses pour nombre de nos concitoyens... Alors pourquoi la droite s'acharne-t-elle à démolir un modèle social qui, malgré d'évidentes imperfections, continue de faire ses preuves ?**

**Afin de masquer ses échecs cuisants sur ces questions fondamentales, le gouvernement préfère relancer la surenchère sécuritaire: l'identité nationale, les Roms, l'islam, les magistrats. D'ailleurs, qui de mieux qu'un expert patenté, le ministre de l'intérieur condamné pour injure raciale, pour traiter ces questions et doubler le Front national sur ses propres terres. Mais cette fois, rien n'y fait et l'exécutif bat des records d'impopularité : les Français savent que les violences physiques ont augmenté de 16% depuis 2004 et que, dans le même temps, on supprime un fonctionnaire de police, de gendarmerie, de justice sur deux!**

**Mais trop, c'est trop. Devant la situation préoccupante de l'emploi, le coût démentiel de la santé et le pouvoir d'achat en berne, devant les inacceptables inégalités sociales, l'absence de perspectives d'avenir pour nos enfants et le recul des libertés publiques, et finalement devant la cécité de nos gouvernants, un vent de révolution semble souffler sur la France. Un récent sondage indique que nous sommes 58% à souhaiter qu'une révolte pacifique se produise.**

**C'est pourquoi, alors que la droite est aux affaires (Blanc, Woerth-Bettencourt, Alliot-Marie, Fillon...), la gauche travaille à un projet de société et se prépare à l'alternance. Le Parti socialiste a d'ores et déjà tenu quatre conventions nationales (nouveau modèle de développement, rénovation, international et égalité réelle) et plusieurs Forums des idées (révolution agricole, ville, sécurité, institutions). Retrouvez nos très nombreuses propositions sur le site du Parti socialiste, dans la rubrique « Le PS propose ».**

**A l'image des révolutions arabes du Jasmin et du Lotus, le temps est venu pour les Français de confirmer leur volonté d'être enfin entendus, de faire confiance aux socialistes et de mener leur Révolution de la Rose !**

## 3 ans de mandat au service des Bryards : bilan et perspectives

**La Bryque.** *Au terme de trois années de mandat, comment définissez-vous votre rôle d'élu ?*

**Thierry Kauffmann.** En tant qu'élu d'opposition, nous assistons aux réunions du Conseil municipal et aux commissions thématiques. A ces occasions, nous prenons la parole pour **défendre nos valeurs et nos positions sur les affaires de la commune** dans les domaines qui relèvent du champ d'intervention du Conseil (action sociale, enseignement, urbanisme et logement, voirie et transports, activités culturelles et sportives...). Mais notre rôle ne s'arrête pas là. Il arrive que nous soyons saisis par des Bryards qui rencontrent des difficultés ponctuelles de différents ordres (sociales, de logement, d'urbanisme, scolaires...). **Lorsque la municipalité n'a pas pu ou voulu régler les situations en question, nous mettons en œuvre les actions nécessaires pour qu'une issue favorable soit trouvée.** En fait, nous assurons le contact entre la commune et la population bryarde.

**La Bryque.** *Quels ont été vos principaux axes de travail pendant ces trois années ?*

**Johan Ankri.** Nous nous sommes prononcés sur de nombreux sujets, aussi divers que le refus du travail dominical, la disparition des commerces de proximité, le recrutement de personnel handicapé par la commune ou encore la reconstruction du centre de loisirs. Mais

les principaux dossiers sur lesquels nous avons travaillé sont l'action sociale ainsi que la transparence et la **maîtrise des dépenses publiques.** Ainsi, nous nous sommes battus pour la refonte du quotient familial et son élargissement en direction des seniors, nous avons proposé sans succès un abattement de taxe d'habitation en faveur des personnes aux revenus les plus modestes et nous avons défendu un programme conforme à la loi de création de logements locatifs aidés.



Nous avons dénoncé la gestion des finances de la commune et les nombreux avenants présentés dans le cadre des travaux de la nouvelle mairie, lesquels ont notamment abouti à une augmentation significative du coût total du marché. **Nos critiques ont aussi beaucoup porté sur la non-priorité donnée au développement durable.** Nous avons également travaillé sur le thème des transports en commun, avec les difficultés liées au RER A.

**La Bryque.** *Quelles sont vos perspectives pour la fin du mandat ?*

**Josyne Genne.** Nous poursuivrons nos travaux dans le champ des affaires sociales, des transports en commun et du contrôle des finances de la commune. Mais nous avons également constaté que la commune manque cruellement de places d'accueil pour la petite enfance, d'espaces verts, d'équipements sportifs et culturels. **Les trois années à venir seront l'occasion de pousser à l'intercommunalité afin de construire les crèches, piscine, gymnase et salle de spectacle qui nous manquent.** Nous resterons aussi à l'écoute de toutes les propositions des Bryards.

**La Bryque.** *Quels sont les projets de votre groupe municipal au terme de la première moitié de votre mandat ?*

**Philippe Genest.** En dépit de notre sous-représentation découlant de la loi électorale, nous avons déjà réussi à faire avancer un certain nombre de nos idées. Afin de présenter le travail bénévole des élus, **nous tiendrons une réunion publique le 29 avril prochain.** Nous avons aussi prévu d'organiser une série de réunions programmatiques avec nos partenaires de gauche et écologistes, dans l'optique des élections municipales de 2014. Nous tenons à remercier nos adhérents et sympathisants pour leur soutien sans faille.

## Bry ne peut pas éluder l'intérêt de l'intercommunalité !

Par Philippe FRANK, adhérent

*S'il est légitime que les services de proximité auxquels nous tenons tant soient proposés et gérés au niveau communal (entretien des écoles, CCAS, soins aux personnes âgées, état civil), il est impossible pour une commune de seulement 15.000 habitants de financer et développer seule des équipements ambitieux à la hauteur des services attendus par les Bryards (équipements sportifs et culturels, gestion des déchets, rénovation de l'éclairage public...).*

*La loi du 16 décembre 2010 relative à la réforme des collectivités territoriales a remis à l'ordre du jour la perspective d'intégrer chaque commune dans une intercommunalité. Aussi, même si un régime dérogatoire applicable en première couronne (92, 93 et 94) ne donne pas l'obligation à la commune de Bry-sur-Marne d'intégrer une intercommunalité, nos élus ne peuvent pas se permettre de faire l'économie d'un légitime débat public sur ce sujet.*

*Il conviendrait tout d'abord de permettre aux Bryards de saisir les enjeux de l'intercommunalité. Les opportunités offertes par l'intercommunalité sont multiples et les questions qui en découlent aussi. Pourquoi la commune de Bry ne déciderait-elle pas de s'associer avec ses voisins pour une meilleure utilisation des ressources ? Et dans ce cas, selon quelles modalités ? Avec quelles communes conviendrait-il de s'associer ? Comment associer la population le plus largement possible pour que l'intercommunalité ne soit pas une décision arbitraire mais devienne l'affaire de tous ?*

**Force est de constater aujourd'hui que l'intercommunalité et ses nombreuses questions ne semblent pas concerner la majorité municipale.** Ce curieux isolationnisme étonne, alors que nos voisins de Nogent et Le Perreux expérimentent l'intercommunalité depuis plusieurs années déjà.

*Le présent article qui vise à ouvrir le débat ne saurait suffire à fournir aux Bryards une information exhaustive à ce sujet. Nous appelons donc notre maire à aborder la question intercommunale à l'occasion d'une session extraordinaire du Conseil municipal ouverte aux questions des citoyens bryards. Etre l'élu des affaires courantes ne suffit pas, les Bryards espèrent un maire visionnaire qui prépare avec eux le Bry-sur-Marne de demain. Les socialistes bryards seront force de proposition pour la création d'un intercommunalité porteuse d'avenir.*

## Les Jours Heureux

Par Josyne GENNE, Conseillère municipale



Un petit opuscule fait contre toute attente un succès de librairie (déjà 1,4 million d'exemplaires vendus!). « Indignez vous ! » nous demande Stéphane Hessel, un jeune homme de 93 ans qui nous rappelle que la plupart des propositions qui ont fait le fondement de la Cinquième République ont été rédigées par des hommes de tous bords : gaullistes, socialistes, communistes et syndicalistes. Ces hommes ont bravé de leur vie les nazis pour rédiger ce programme si bien baptisé “les jours heureux”. Depuis 10 à 15 ans, tous les préceptes de solidarité universelle qui ont prévalu pour la rédaction de ce programme sont mis à mal par les pouvoirs financiers devant lesquels nos gouvernants se couchent et c'est bien là que devrait être notre principal motif d'indignation. Accepterons-nous encore longtemps que quelques-uns détournent les pouvoirs des peuples ?

Heureusement Monsieur Hessel, les jeunes des pays du monde arabe sont en train de montrer à nos vieux pays qui ont oublié leur jeunesse que la soumission n'est pas inéluctable.

Nous avons la chance de vivre en démocratie, ne gâchons pas cette chance car s'indigner dans son coin ne suffit pas, le temps est venu de s'engager. Donner un peu de son temps à la vie publique pour la faire changer est le minimum que chacun d'entre-nous devrait faire pour renouer avec les “Jours Heureux”. Rejoignez-nous!

## Primaires socialistes, mode d'emploi

Une fois adopté le projet socialiste, tous les citoyens pourront - pour la première fois en France - participer à la désignation du candidat du Parti socialiste à l'élection présidentielle de 2012.

### Qui peut voter ?

Tous les citoyens inscrits sur les listes électorales avant le 31 décembre 2010. Pourront également voter les mineurs qui auront 18 ans au moment de la présidentielle, ainsi que les mineurs et les étrangers membres du PS ou du MJS.

### Où et quand voter ?

Les primaires auront lieu les dimanche 9 et 16 octobre 2011, de 8 heures à 20 heures.

Pour Bry, deux bureaux de vote seront ouverts, à la salle Daguerre et à l'école Henri Cahn. Un site spécial sera mis en ligne pour vous permettre de trouver votre bureau de vote.

### Quelles sont les conditions pour voter ?

Le jour du vote, il suffit de s'acquitter d'une participation aux frais d'organisation de 1 euro minimum et de signer une adhésion aux valeurs de la gauche.

### Quel est le calendrier des primaires ?

Le dépôt des candidatures sera ouvert du 28 juin au 13 juillet 2011. Une convention d'investiture et de rassemblement se tiendra à l'issue du scrutin.

### Des lois inapplicables!

D'après un récent rapport du Sénat, la majorité des lois votées par le Parlement sont inapplicables par la faute du gouvernement qui omet de publier les décrets d'application des lois qu'il a lui-même fait voter. C'est ainsi que 32 des 59 lois votées entre octobre 2009 et octobre 2010 (soit 54%) sont partiellement ou totalement inapplicables... et inappliquées ! **En tout, 243 lois sont toujours en attente de mesures d'application.** Parlons de la récidive: sur les trois décrets devant être publiés pour l'application de la loi votée en février 2010, aucun ne l'a été...

### Ils sont partis...

Le 16 février dernier, plusieurs fourgons de CRS sont venus les déloger. Le Préfet leur a donné un mois pour quitter le territoire. Les policiers ont menacé de garde à vue les citoyens qui assistaient à la scène. **Où croyez-vous que cela se passe? En Tunisie, en Lybie ou en Egypte? Non, à Bry-sur-Marne et à Noisy-le-Grand...** Le soutien appuyé du Collectif citoyen, associatif et politique de Bry ainsi que du Conseil général et de la Ville de Champigny n'aura pas suffi à préserver les enfants roms de Bry et leurs familles d'être traités comme des sous-européens.

### Elections sur mesure

Pour enrayer une possible victoire de la gauche aux prochaines élections, Nicolas Sarkozy a fait procéder à deux réformes. Le redécoupage des circonscriptions législatives, d'abord : **pour avoir la majorité à l'Assemblée nationale, la gauche devra remporter 51% des suffrages.** La réforme des collectivités territoriales, ensuite : **le nombre des grands électeurs issus des départements et des régions, majoritairement socialistes, sera réduit de moitié** par la création du conseiller territorial unique. Et puis, pour faire croire à la mauvaise gestion des collectivités par les élus de gauche et écologistes, **le président a réduit leur champ d'action et asphyxié leurs budgets** par la suppression de la clause de compétence générale et de la taxe professionnelle. Pourquoi se gêner?

## Suppression de l'ISF: incohérente et irresponsable!

Par Luc CARVOUNAS, Premier secrétaire fédéral

Nicolas Sarkozy vient d'annoncer qu'il faudrait être audacieux dans la réforme de la fiscalité voulue par la droite pour 2011. Il estime donc que le relèvement du seuil de l'ISF à 1,3 million d'euros proposé par sa majorité et son ministre du budget, François Baroin, n'est pas en soi assez audacieux et que seule la suppression de l'ISF serait à sa mesure.

Pourtant le relèvement de la première tranche d'imposition de l'ISF à 1,3 million d'euros reviendrait déjà à faire un cadeau de 650 euros aux contribuables concernés par l'ISF et qui atteignent cette limite grâce à leur seule résidence principale.

Le Parti socialiste exprime sa plus forte inquiétude vis-à-vis d'une mesure qui, si elle manque d'audace aux yeux du président, coûterait tout de même au bas mot 900 millions d'euros à l'Etat, et qui, si elle se révélait à la hauteur des ambitions présidentielles, coûterait 3,8 milliards d'euros.

A l'heure où l'Etat se révèle incapable de doter convenablement les collectivités afin que celles-ci puissent travailler au développement économique de nos territoires, le Parti socialiste tient à rappeler que poursuivre la politique de cadeaux fiscaux aux plus aisés est incohérente et irresponsable.

## La dictature de l'urgence

De Gilles Finchelstein, aux éditions Fayard

Par Christian BOUEILH, adhérent

Notre société nous entraîne de plus en plus vers une "dictature de l'urgence". Nous y sommes confrontés dans notre vie personnelle et professionnelle. On retrouve également ce phénomène dans la vie publique où les faits divers se traduisent immédiatement par des lois, lesquelles sont de plus en plus souvent votées selon des procédures d'urgence.

Même s'il y a des effets positifs à cette évolution, elle a toutefois contribué à la déstabilisation des individus en les empêchant de se projeter dans l'avenir. Cela se fait au détriment des processus démocratiques d'élection et de négociation. Les problèmes traités dans l'urgence deviennent des problèmes récurrents alors que la tâche du politique est de faire le pont entre l'héritage du passé, les priorités du présent et les défis du futur.

Face à cela, on peut freiner et s'engager sur le chemin de la décroissance ou bien vouloir accélérer et répondre à la vitesse par la vitesse.

La troisième voie serait peut-être trouver des espaces de décélération : retrouver le temps de la réflexion, redonner une place à la négociation et à la concertation. Pour sortir de la dictature de l'urgence, il faut redonner de la profondeur au temps, c'est à dire retrouver un passé et un avenir.

Il faut réhabiliter l'Histoire qui a trop tendance à être instrumentalisée par les politiques. Davantage que de donner du temps au temps, il faut donner du sens au temps.

Dans cet esprit, venez nous retrouver à la section PS de Bry afin d'apporter votre contribution à cette réflexion, prendre le temps de nous faire partager votre vision de la société et de nous faire profiter de votre perception de l'Histoire.

## Pour une révolution fiscale, Un impôt sur le revenu pour le XXI<sup>e</sup> siècle

De Camille Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez aux éditions du Seuil

La fiscalité française est asphyxiée par sa complexité, son manque de transparence et l'accumulation de privilèges pour une minorité de contribuables ultra-riches. Mais on en reste trop souvent, en la matière, à des énoncés aussi vagues que stériles.

Ce livre innove en proposant une critique d'ensemble du système fiscal français. Il démontre scientifiquement, pour la première fois, le caractère régressif de l'impôt dans notre pays (ce qui signifie que, tous prélèvements confondus, les taux d'imposition sont plus élevés pour les ménages les plus modestes et s'abaissent pour les plus riches). Pour cette raison, il fera date.

Mais cette analyse au scalpel ne se contente pas de mettre au jour l'injustice du système. Elle plaide pour une révolution fiscale, chiffrée et opérationnelle, fondée sur trois principes: équité, progressivité réelle, démocratie. Ce livre contribue de manière décisive à l'édification d'une nouvelle critique sociale et se pose au centre du débat politique pour les années à venir.

Pour la première fois dans le monde, un site Internet permet à chacun d'évaluer les propositions des auteurs et de concevoir une réforme alternative: [www.revolution-fiscale.fr](http://www.revolution-fiscale.fr).

